Liberia : Des militants de la communauté de Vambo demandent un soutien international contre l'exploitation minière de l'or

Le Liberia possède certaines des plus riches ressources minérales naturelles d'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, l'exploitation minière de l'or est assurée par des groupes de mineurs itinérants, en majorité des jeunes, qui se livrent à ce que l'on appelle maintenant de « l'artisanat » minier, un terme beaucoup trop élégant pour décrire ce qui se passe dans cette région. La forêt est défrichée sans discernement pour arriver aux gisements d'or et les habitants craignent de cultiver leurs terres de peur de se faire dérober leurs récoltes par des mineurs malhonnêtes. L'Association pour le développement du canton de Vambo (Vambo Township Development Association) appelle à la solidarité internationale.

1. *Pourriez-vous nous dire qui sont les militants de la communauté de Vambo ?*

Les membres de l'Association pour le développement du canton de Vambo sont des gens ordinaires qui vivent dans une zone isolée, sous-développée et longtemps délaissée, le canton de Vambo dans le District 2 du Comté de Grand Bassa. Ils ont été rejoints par un réseau de membres de leurs familles élargies qui vivent à Monrovia, la capitale du Libéria, des porte-parole aux États-Unis (Matthew Isaac Gblorso), d'importants leaders femmes de la communauté (Moniyue Brown et Mamie Boe), Zach N. Davis et enfin Kona Khasu Sr., qui a été vice-ministre de l'Éducation pendant le premier mandat de la première présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, et aussi un éminent dramaturge dans les années 1970 au Liberia quand il était directeur de la Troupe culturelle nationale. Des habitants du canton de Mahlor, nos plus proches voisins, nous ont également rejoints. David Kennedy Vanyan, un jeune habitant du Canton de Mahlor, est un excellent défenseur des intérêts, de l'histoire et de l'interdépendance familiale des deux cantons.

2. *Quelle est l'expérience du Liberia en matière d'exploitation minière : y a-t-il eu de nombreux projets par le passé, l'exploitation minière représente-t-elle une lutte commune pour les collectivités locales ?*

Le Liberia possède certaines des plus riches ressources minérales naturelles d'Afrique de l'Ouest. Nous disposons par exemple de minerai de fer, de diamants et d'or, qui figurent parmi les ressources les plus fréquemment recherchées. Malheureusement, l'exploitation minière au Liberia comme dans toute l'Afrique s'est toujours traduite par une exploitation des populations vivant tout près des mines. La plupart de ces communautés sont isolées à l'intérieur du pays, où les besoins humains les plus fondamentaux ne sont pas satisfaits. Les citoyens de ces communautés succombent à l'exploitation minière à la faveur de toute un mélange de promesses de « développement », de manipulation, de coercition et, parfois, de recours à force. À de nombreuses reprises, le gouvernement a utilisé la force pour s'emparer des zones convoitées. Les citoyens vivant sur ces terres ont été enrôlés ou n'ont eu d'autre choix que de travailler dans ces mines. Toutes les concessions minières au Liberia ont eu recours à de tels comportements à des degrés divers, notamment les mines de LAMCO et BONG, qui fonctionnaient avant la guerre « civile » libérienne. Il reste à voir quel sera le bilan d'Arcelor-Mittal et d'autres dans cette nouvelle ère de l'exploitation minière au Libéria.*

3. *Pourriez-vous expliquer quel type d'activités minières sont menées à Vambo Town ? S'agit-il de mines d'or ? De diamants ? D'autres minéraux ?*

À l'heure actuelle, il ne s'agit que de mines d'or. Cependant, certains émettent l'hypothèse qu'il existe d'autres minéraux. L'exploitation minière de l'or est assurée par des groupes de mineurs itinérants, en majorité des jeunes, qui se livrent à ce que l'on appelle maintenant de « l'artisanat » minier, un terme beaucoup trop élégant pour ce qui se passe dans cette région. Les mineurs - ou « gold boys » comme on les appelle - viennent du Libéria ainsi que de pays d'Afrique de l'Ouest, comme la Guinée, la Sierra Leone, le Mali, le Ghana et d'autres. Pour la plupart, ils travaillent à la main avec des outils de base tels que des pelles et des pioches.

4. *Depuis quand ces activités existent-elles ? Et combien de communautés sont touchées ?*

Il y a une exploitation minière de l'or à très petite échelle dans les montagnes qui dominent les cantons de Vambo et Mahlor depuis les années 1960 et peut-être avant. Mais la découverte d'un gisement d'or en novembre 2014 a retenu l'attention au niveau national et même international. Sur les 48 communautés du canton de Vambo, 20 ont été affectées par un afflux sans précédent de plus de quinze mille chercheurs d'or venant de partout. Ils étaient beaucoup plus nombreux que la population locale, qui a été submergée.

Les chercheurs d'or venant de l'étranger et d'autres régions du pays ont amené avec eux toutes sortes d'activités criminelles, notamment le vol des cultures vivrières dont les agriculteurs locaux dépendent en totalité pour leur subsistance, le vol du bétail et le pillage des biens communaux, y compris les deux seules pompes manuelles qui existaient dans le canton. D'innombrables mineurs ont été tués par d'autres mineurs pour leur « fortune » avant de pouvoir quitter leurs mines pour rencontrer des acheteurs ou leurs commanditaires. Heureusement, aucun habitant de la communauté locale n'a été tué de cette manière. Cependant, nous vivons dans la peur d'être victime et sous une menace constante. Nous ne pouvons pas nous consacrer à nos activités agricoles normales, de peur d'être attaqués ou parce que les terres agricoles et la rivière et les ruisseaux dont elles dépendaient pour l'eau ont été détruites.

5. *Savez-vous si une ou des entreprises sont impliquées ? S'agit-il d'une entreprise libérienne ou d'une entreprise étrangère ?*

Au début, les mineurs étaient en grande partie des Libériens. Rapidement, des étrangers illégaux en provenance de la Sierra Leone, de Guinée et de Côte-d'Ivoire, ou même du Mali, du Burkina Faso, du Ghana et du Nigeria les ont rejoints.

À l'apogée de cette ruée vers l'or avant les pluies, la rumeur a couru que plusieurs étrangers en provenance d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et même quelques « gros bonnets » (des personnalités libériennes) auraient financé secrètement des mineurs et des mines. Certains propriétaires de concessions de bois étrangers et leurs partenaires locaux ont également fait des demandes de concession. À vrai dire, il n'y avait donc pas une entreprise unique, mais l'incidence nette de tous ces intérêts divergents était tout aussi écrasante et dommageable. Et on ne pouvait demander des comptes à une seule société ou un seul individu.

6. *À quels problèmes les communautés de Vambo Town sont-ils confrontés par rapport à cette exploitation minière ? Y a-t-il des problèmes environnementaux tels que la déforestation ou la pollution de l'eau ? Cela représente-t-il des risques sanitaires pour les populations locales ?*

La forêt est défrichée sans discernement pour arriver aux gisements d'or. Une partie de la montagne Findley est traversée en totalité de puits et de tunnels pour l'exploitation de l'or. Le sol a été déstabilisé, et des pluies abondantes pourraient entraîner des coulées de boue vers la partie « résidentielle » de No Way Town, la ville située au pied de la montagne. Au plus fort de l'exploitation minière, au début de 2015, il y aurait eu 20 000 mineurs artisanaux illégaux. De grands arbres, vieux de plusieurs centaines d'années, ont été abattus et brûlés pour défricher et creuser des puits de mine. Les mineurs travaillent 24 heures sur 24 en dormant un peu pendant la journée afin de creuser la nuit en utilisant des sources d'éclairage artificiel.

Les populations locales craignent de cultiver leurs terres de peur de se faire dérober leurs récoltes par des mineurs malhonnêtes. Des bandes pillent les fermes et amènent les récoltes au marché de No Way Town. On raconte que certains membres des forces de l'ordre ont commencé à exploiter des mines ou ont des mineurs qui travaillent pour eux.

Les ruisseaux et les rivières qui desservent le canton sont devenus boueux et dangereux à mesure que les mineurs les utilisent pour le lavage à la batée ainsi que pour leur toilette. Beaucoup ont pris l'habitude d'utiliser les cours d'eaux pour soulager leurs besoins naturels. Le vol des deux pompes manuelles communales n'a pas laissé aux habitants de la ville d'autre choix que d'utiliser les rivières et les ruisseaux pour se laver, boire et cuisiner. Dans ces conditions, lorsqu'un foyer de maladie apparaît, il se propage rapidement, d'autant plus que la population n'est pas pleinement consciente des dangers à court et long terme de la consommation d'eau polluée et contaminée. Le canton est sous la menace constante du choléra et d'autres maladies transmises par l'eau. Miraculeusement, le canton a été épargné par la récente épidémie d'Ebola.

Il n'y a pas de cliniques ou de postes de santé et les personnes malades, les femmes enceintes et les personnes âgées doivent être transportées à dos d'homme ou par moto (si leur état leur permet de s'asseoir) jusqu'aux établissements de santé à Buchanan, à quelque 40 kilomètres de là. A plusieurs reprises, nous avons dû payer le transport pour les personnes malades.

7. *Est-ce qu'il y a eu des consultations avec les communautés concernées avant ou pendant les activités minières ? Dans l'affirmative, qui a organisé la consultation (l'entreprise, une ONG ou le gouvernement) ? Et comment décririez-vous les consultations ?*

Non, il n'y a pas eu de réelles consultations à proprement parler. Les réunions ont été avant tout//menées surtout pour la forme puisque les employés du ministère des Terres, des Mines et de l'Énergie n'ont tenu aucun compte des principes fondamentaux des récentes Lois sur les droits communautaires de 2006 et 2009, et se sont mis à morceler une grande partie des terres du canton pour les transformer en concessions minières. Ils n'ont pas non plus demandé aux autres agences gouvernementales concernées par la loi, qui auraient dû être associées, de procéder à des inspections. Ces inspections auraient normalement dû être menées par l'Autorité du développement de l'exploitation forestière, l'Agence de protection de l'environnement et les ministères de la Santé et du Travail. Ces omissions ont eu lieu parce que certains membres de la communauté et des représentants du gouvernement ont mis leurs intérêts personnels au-dessus de ceux de la communauté dans son ensemble et des lois de notre pays. Cette pratique est courante au Liberia.

8. *Quelles activités ont été/sont organisées dans les communautés pour s'opposer aux activités ou aux sociétés minières ?*

Une série de réunions communautaires, de dialogues publics et de réunions de pure forme avec les bureaux des autorités locales et centrales a été initialement organisée en faisant comme d'habitude miroiter des promesses : construction de routes, etc. Une évolution positive a été constatée ces derniers mois chez certains responsables locaux qui accordent maintenant une certaine attention à notre situation. Ces réactions ont suivi notre campagne d'envoi de lettres et des clips vidéo sur la destruction et de la dégradation qui ont été remis en mains propres à des représentants élus et nommés et à des personnalités et amis du Comté de Grand Bassa. Depuis, nous avons vu un certain niveau de réponse de la part de certains membres des Organes législatifs du Comté de Grand Bassa, du Surintendant du Comté, et des fonctionnaires du ministère des Terres, des Mines et de l'Énergie.

9. *À quels problèmes les communautés de Vambo Town sont-elles confrontées par rapport à cette exploitation minière ?*

Nous voulons :
(1) Arrêter l'expansion des activités minières non réglementées responsables de l'ampleur de la destruction et de la dégradation de l'environnement dans nos communautés; (2) Empêcher l'expansion de telles pratiques, (3) Remédier aux dommages déjà occasionnés (4) Exiger du gouvernement qu'il aide les communautés à obtenir de l'eau potable, des écoles, des cliniques et des possibilités de formation/d'emploi pour les jeunes et (5) Continuer à prendre le contrôle de nos ressources naturelles et à décider quand, comment et avec qui nous nous engageons à exploiter ces ressources pour le plus grand bien de la communauté, du Libéria et des entreprises « partenaires ».

10. *Avez-vous une idée de qui achète l'or et des entreprises et des marchés internationaux auxquels il est vendu ?*

Nous ne sommes pas sûrs de qui achète de l'or, mais il est probable qu'il se retrouve chez la poignée de puissants courtiers basés à Monrovia qui travaillent pour les marchés internationaux. Notre objectif a été de reprendre le contrôle de la situation qui se développe dans notre communauté en mobilisant les autorités compétentes, en nous appuyant sur la loi, et non pas nécessairement en identifiant les « gros bonnets » qui tirent les ficelles.

11. *Quelle a été la réaction du gouvernement aux demandes des communautés ? Pensez-vous que les demandes sont entendues ?*

Dans un premier temps, le gouvernement a déployé des troupes de police spéciale anti-émeute (l'Unité d'intervention d'urgence (ERU) et de la Police de soutien (PSU) de la Police nationale du Libéria) pour mettre fin à l'anarchie, aux massacres et aux autres formes de crimes. Cinquante policiers ont été postés en permanence dans le camp minier, pendant cinq mois. Il est de notoriété publique que ces officiers ont commencé à exploiter des mines eux-mêmes, ce qui a conduit à une émeute entre les mineurs mécontents et les policiers. Plusieurs personnes ont perdu la vie au cours de cette bagarre. Le gouvernement a envoyé des fonctionnaires du ministère des Terres, des Mines et de l'énergie à plusieurs reprises pour évaluer la situation. Ce ministère a également créé une antenne au No Way Gold Camp. Des agents du fisc ont été envoyés pour collecter les taxes gouvernementales de l'exploitation minière. En outre, des ingénieurs du ministère des Travaux publics ont procédé à une évaluation d'une route reliant BIA Market au No Way Gold Camp. La construction de la route a commencé en février 2015. À peine trois kilomètres avaient été nivelés lorsque le travail a été interrompu au niveau du premier gros ruisseau. Les services de l'immigration n'ont pas réellement cherché à s'attaquer à la présence de milliers d'étrangers qui pillent la montagne. Même si le gouvernement a été plus réactif depuis l'envoi de nos lettres et des vidéos à nos députés et sénateurs, il est juste de dire qu'il n'a pas pleinement répondu à nos demandes. Il est également juste de dire que le gouvernement a peut-être été dépassé par la situation pour plusieurs raisons que nous n'approfondirons pas ici. Cependant, notre communauté a beaucoup souffert de ce qui se passait et a du mal à se remettre.

12. *Quelle sorte de solidarité internationale permettrait, selon vous, de soutenir les communautés touchées ?*

Nous avons besoin de la solidarité et du soutien international afin de :

1. Sensibiliser aux problèmes et mettre fin à toutes les activités minières qui ont un impact négatif sur les personnes et l'environnement (arrêter la destruction de la forêt, et la contamination des terres et des ressources en eau)

2. Réunir des fonds pour améliorer nos moyens d'existence et soutenir des projets communautaires, à savoir, l'agriculture, les activités génératrices de revenus, l'éducation, la santé, et des formations au leadership et au plaidoyer.

3. Veiller à ce que l'exploitation minière de l'or et des autres ressources minérales soit réalisée dans le respect des meilleures pratiques et politiques de Gouvernance et de gestion des ressources naturelles ainsi que des Lois existantes au Liberia en faveur des Droits des communautés.

4. Assurer la participation de la communauté dans les négociations de tous les accords sur les ressources naturelles (à la fois les ressources minérales et les ressources forestières), avec le droit de dire « non » à une quelconque activité minière ou forestière proposée si elle n'est pas dans l'intérêt de la communauté et de la nation dans son ensemble .

5. Obtenir pour les communautés et les populations du canton de Vambo des avantages financiers équitables et un développement concret des infrastructures du fait de l'extraction des minéraux et des ressources forestières sur notre terre.

Ernest Matthew Gblorso, Président - matthew.gblorso@gmail.com
Kona Khasu Sr, Conseiller principal et Ancien - j.emmanuelroberts@gmail.com
Vambo Township Development Association

** **Commentaire complémentaire du WRM :** L'exploitation minière au Liberia a toujours accompagné les intérêts des entreprises et des entreprises étrangères. La LAMACO (Liberian-American-Swedish Minerals Company), une entreprise maintenant disparue, a été fondée en 1955 par des investisseurs américains et suédois. L'entreprise a créé la première activité d'exploitation minière à grande échelle au Liberia, aujourd'hui réactivée par la multinationale Arcelor Mittal, qui est en train de reconstruire partiellement le chemin de fer de la LAMACO pour le transport des minerais extraits. De même, la société minière BONG, une concession germano-italienne créée en 1958, a construit l'une des principales lignes ferroviaires du Liberia pour transporter le minerai de fer depuis les montagnes, ce qui a entraîné le déplacement de populations locales et des dommages à l'environnement.*